

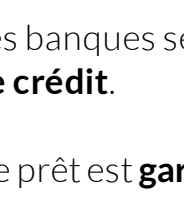
INFOGRAPHIE 2 - AIDES SUR LES DETTES FINANCIÈRES

2.1 - SUSPENSIONS DU REMBOURSEMENT DES CRÉDITS

- Un **report d'échéances de 3 à 6 mois** pourra être accordé sur demande de l'entreprise à son interlocuteur bancaire habituel.
- Si le crédit est garanti par Bpifrance, votre banquier transmettra alors la demande de **report de la garantie à Bpifrance**, qui la traitera, **sans coût additionnel**.
- **Bpifrance reporte automatiquement les échéances** de l'ensemble de ses clients pour une **durée de 6 mois**. Cette mesure sera applicable **à compter du 16 mars 2020**.



2.2 - RÉÉCHELONNEMENT DES CRÉDITS BANCAIRES



En complément de la suspension des remboursements de crédits, vous pouvez **négoier avec votre banque un rééchelonnement de vos crédits** actuels afin de sortir en douceur de la crise.

Cela vous permettra, en allongeant la durée de remboursement de vos crédits, de **réduire les mensualités** et de **conserver votre trésorerie**.

2.3 - PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT

Si le report des échéances de vos crédits ne sont pas suffisant, vous pouvez **souscrire un crédit de trésorerie auprès de votre banque qui sera garanti par l'état (à travers Bpifrance)**.

Ce crédit doit permettre aux entreprises de passer la crise sanitaire actuelle et de redémarrer dans les meilleures conditions possible.

Les banques se sont engagées à mettre en place des **procédures accélérées d'instruction de crédit**.

Ce prêt est **garanti par Bpifrance à hauteur de 90%** pour les PME et ETI.

Pour l'obtenir, l'entreprise doit en faire la demande auprès de sa banque. Une fois un **pré-accord obtenu**, l'entreprise doit obtenir une **attestation de demande Prêt Garanti d'État** avec un **numéro unique** auprès de Bpifrance en renseignant les informations utiles.

La banque ou les banques concernées **exigeront cette attestation** avant de valider définitivement le financement de l'entreprise et de mettre les fonds à disposition (lien ci-dessous pour demander l'attestation).

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :



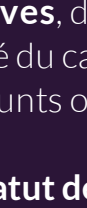
Pour qui ?

Toutes les entreprises quelque soit leur taille et leur structure juridique et leur ancienneté.



Pour quoi ?

Financer les problèmes de trésorerie liés à la crise actuelle.



Montant du crédit

- Entreprises classiques : jusqu'à **3 mois de chiffre d'affaires** (25% du chiffre d'affaires annuel) France de chaque entité du groupe sur la base du bilan 2018 ou d'une attestation de l'expert-comptable pour le CA HT 2019.
- Entreprises innovantes : **2 fois la masse salariale annuelle** ;
- Entreprises créées depuis le 1 janvier 2019 : il ne peut dépasser **24 fois la masse salariale mensuelle moyenne constatée**, depuis la création de la société.



Durée du crédit

Il est octroyé sur une durée de **1 à 6 ans**. Il inclut automatiquement une **période de différé d'un an**.
Au delà de la première année, option de remboursement en 1 fois ou sur 2 à 5 ans maximum.



Garantie

Le prêt est garanti à hauteur de **90% par Bpifrance**, à l'exception des **grandes entreprises** qui ont au minimum 5 000 salariés et un CA de plus de 1,5 milliards d'euros. Le prêt est alors **garanti à 80%**.

Aucune autre garantie ne sera demandée par votre banque.



Sont exclues du dispositif les entreprises les entreprises en difficultés, c'est à dire les **sociétés de plus de 3 ans** (hors entreprise individuelle et association) dont le **total des réserves**, diminué des pertes accumulées, **présente un solde négatif** qui excède plus de la moitié du capital social (y compris prime d'émission, comptes courants d'associés, emprunts obligataires et participatifs).

Le statut de l'entreprise est à observer au 31/12/2019.

Être inscrit au **FCC** (fichier central des chèques) n'est pas un motif de refus du programme.

Afin de valider votre crédit il vous faudra obtenir une **attestation de Bpifrance**. Rendez-vous sur le site suivant pour en faire la demande : **obtenir mon attestation**

Attention une seule attestation sera attribuée par entreprise, validez donc bien le montage financier avec votre expert-comptable ou votre courtier en financement.

Élargissement des entreprises pouvant faire la demande

Dans un arrêté datant du 7 mai, le ministère de l'Économie et des Finances précise et **élargit l'accès aux prêts garantis par l'État à de nouvelles entreprises**.

- Celles placées en **sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation depuis le 1er janvier peuvent faire appel aux prêts garantis par l'État**. Les sociétés qui bénéficient d'un plan de reprise deviennent également éligibles ;
- **Certaines sociétés civiles immobilières**, exclues jusqu'alors du dispositif, pourront également formuler des demandes : les entreprises s'occupant des monuments historiques, des sociétés de construction-vente et certaines sociétés civiles de placements ayant un statut de personne morale ;
- **Les organismes d'investissement de type OPPCI** (Organisme de placement collectif en immobilier réservé aux professionnels) pourront également solliciter l'aide de l'État ;
- **Les plateformes de financement participatif «crowdfunding»**, permettant aux particuliers de financer des PME, sont désormais incluses dans le dispositif.

Les modalités relatives aux conditions d'octroi des prêts par ces intermédiaires devraient être précisées dans les prochains jours.

2.4 - SOLLICITER UN DÉCOUVERT BANCAIRE OU UNE LIGNE DE TRÉSORERIE

Vous pouvez demander à votre banque de **maintenir ou d'augmenter votre découvert bancaire ou votre ligne de trésorerie** pour faire face à la crise.

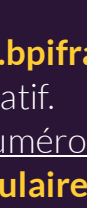
Si le découvert ou la **ligne de trésorerie sont confirmés**, (c'est-à-dire que la banque s'engage à maintenir une ligne de crédit pendant 12 à 18 mois), ils pourront bénéficier d'une **garantie par Bpifrance à hauteur de 90%**.

Les conditions d'octroi de la garantie sont détaillées ci-dessous et dans le document en téléchargement dans le bloc informations.



Pour qui ?

Les PME et ETI.



Pour quoi ?

Garantir la mise en place ou le renouvellement de lignes de crédit court terme confirmé, destinées au financement du cycle d'exploitation des entreprises. Les besoins de trésorerie ne doivent pas venir de problèmes structurels antérieurs à la crise.



Taux de couverture

Jusqu'à 90% des lignes confirmées par la banque.



Plafond du risque

5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI.



Pour consulter et télécharger les documents explicatifs, vous pouvez vous rendre sur **www.bpifrance.fr**

2.5 - NOUVEAU CRÉDIT PROPOSÉ PAR BPIFRANCE : LE PRÊT ATOUT

Le prêt **Atout** est un **crédit de trésorerie à moyen long terme** en partenariat avec la banque, pour couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle.

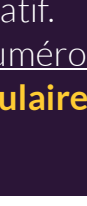
Il ne peut être accordé que si une banque vous accorde un prêt d'un montant équivalent. Sa **durée** est comprise **entre 3 et 5 ans**, dont **6 à 12 mois de différé** d'amortissement du capital.

En fonction de la région, un **prêt sans garantie rebond régional** peut en outre être mis en place pour des montant de **10 K€ à 300 K€**.



Pour qui ?

Toutes les entreprises situées en France ayant plus d'un an d'ancienneté



Pour quoi ?

Couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle, c'est à dire :
Une difficulté conjoncturelle ;
Une situation de fragilité temporaire ;
Un BFR ne permettant pas des conditions d'exploitation normales.



Garantie

Prêt accordé sans garantie.
Le prêt accordé par la banque peut également être garanti par Bpifrance à hauteur de 90%.



Montant du crédit

de 50K€ à 5M€ pour les PME et de 50K€ à 15M€ pour les ETI.
Le montant du prêt est, au plus, égal au montant des fonds propres et quasi propres de l'entreprise.



www.bpifrance.fr pour faire sa demande en ligne / être rappelé / télécharger le document explicatif.

Un **numéro vert** : **0 969 370 240**, pour un contact immédiat.

Formulaire de contact pour les entreprises sur Bpifrance.

2.6 - PGE Innovation

Le Prêt Garanti par l'État Innovation (PGE Innovation) a pour but de **soutenir la trésorerie des Start UP, PME, ETI innovantes** qui ont un effectif inférieur à 5 000 salariés (tous secteurs d'activités sauf exceptions) qui rencontrent des difficultés liées à la crise sanitaire **Covid-19**.



Pour qui ?

Start UP, PME et ETI innovantes < 5000 salariées: tous secteurs d'activité (sauf exclusion).

Exclusion : entreprises en difficulté au 31/12/2019 au sens de la définition européenne, les entreprises en procédure de conciliation et mandat ad hoc



Pour quoi ?

Couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle.



Garantie

Pas de garantie, pas de frais de dossier.



Montant du crédit

- Soit 25% du chiffre d'affaires HT 2019 constaté, ou du dernier exercice clos ;
- Soit 2 X la masse salariale française 2019, hors cotisations patronales, ou, le cas échéant, de la dernière année disponible ;
- Taux fixe : en attente du taux.



Durée

1 à 6 ans : 1ère année différé, puis choix de rembourser soit en une fois soit sur une durée de 1 à 5 ans amortissement.

2.7 - FINANCER SES FACTURES

Si vous avez des **factures clients** en attente de règlement vous pouvez solliciter **Bpifrance** qui s'est engagé à financer toutes les créances des entreprises pendant la crise.

De plus, Bpifrance vous octroiera un **crédit complémentaire de trésorerie** égal à 30% du montant des factures financées.

Exemple : vous avez 30 000€ de créances clients en attente de paiement. Bpifrance avance le règlement de ces factures, et vous octroie un crédit de trésorerie complémentaire de 9 000€.

2.8 - MÉDIATION DU CRÉDIT

Le gouverneur a rappelé l'existence de la **médiation du crédit**, un organisme logé au sein de la **Banque de France** qui accompagne les entreprises pour **rééchelonner leurs crédits en cas de difficultés financières**.

Il est actuellement totalement mobilisé pour aider les entreprises à passer la crise.

Une entreprise peut saisir cet organisme en cas de **refus de rééchelonnement d'une dette, de refus d'un crédit de trésorerie, d'équipement ou de crédit-bail** par exemple, ou encore dans le cas d'une **réduction de garantie par un assureur-crédit**.

À qui s'adresse-t-elle ?

Elle s'adresse à **toutes les entreprises**, quelque soit leur taille, forme juridique ou secteur d'activité. Si vous êtes **auto-entrepreneurs**, vous pouvez donc en profiter. Elle s'adresse également depuis 2018 aux **acteurs de l'économie sociale et solidaire** dès qu'il y a un enjeu en termes d'emploi.

Comment effectuer la médiation ?

Les entreprises concernées par la médiation ne peuvent **effectuer leur demande qu'en ligne en déposant un dossier sur le site de la Banque de France**.

Quels sont les délais ?

Une fois la saisie effectuée, **l'entreprise est généralement appelée par le médiateur départemental en 48h en moyenne**. Un premier diagnostic se fera avec l'entreprise avant de statuer sur l'éligibilité du dossier. Le médiateur contactera ensuite les établissements financiers en leur donnant **cinq jours pour revoir leur position**.

Infographie mise à jour le 13 mai 2020



Finalgo
Le financement algo'rythmé

[Accéder au site](#)

